

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1948-1949.

Projet de loi assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics, et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics ⁽¹⁾.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. IMPERIALI.

MESSIEURS,

Nous avons vécu pendant quatre années sous la plus détestable oppression. Nous étions menacés d'être à jamais réduits en esclavage. Aujourd'hui l'ennemi est vaincu, nos chaînes sont brisées et nous respirons librement.

Qui a opéré ce miracle, qui nous a sauvés, qui nous a fait retrouver l'indépendance, plus précieuse que la vie?

Tous vous avez déjà devancé ma pensée et, comme réponse, il est monté à vos lèvres un mot qui résume toutes nos gloires : Nos Soldats!

Déjà à la fin 1914, un de nos concitoyens les plus illustres et les plus vénérés, écrivait :

« ... Nos soldats sont nos sauveurs... Le premier devoir de tout citoyen » belge à l'heure présente est la reconnaissance envers notre armée. Si un » homme vous avait sauvé d'un naufrage ou d'un incendie, vous vous » jugeriez lié envers lui par une dette d'éternelle gratitude.

» Ce n'est pas un homme, ce sont deux cent cinquante mille hommes qui » se battent, souffrent, tombent pour vous afin que vous demeuriez libres, » afin que la Belgique garde son indépendance, sa dynastie, son union

(1) Projet de loi, n° 136.

(2) La Section centrale, présidée par M. MECHelynck, était composée de MM. IMPERIALI, CRICK, GOLENTAUX, BRIFAUT, PIRMEZ et BOLOGNE.

» patriotique et que, après les péripéties qui se déroulent sur les champs
» de bataille, elle se relève plus noble, plus fière, plus pure, plus glorieuse
» que jamais ⁽¹⁾. »

En ce temps-là, quand de nos cités captives, nous entendions tonner au loin le canon de l'Yser, comme nos cœurs bondissaient vers nos braves. Nous maudissions cette muraille de fer et de feu qui nous séparait d'eux. Nous aurions voulu être à leurs côtés, partager leurs souffrances, soulager leurs misères, panser leurs blessures, leur manifester notre reconnaissance non par des paroles, mais par des actes.

Nos héros à qui nous devons tout, sont revenus. Ils sont là, devant nous. La Nation, nous tous, avons contracté vis-à-vis d'eux une dette sacrée.

Nos sentiments de gratitude doivent nous porter à y faire honneur, largement, tout de suite.

Déjà la Chambre a voté des projets de loi nombreux :

OÈuvre Nationale des Orphelins de guerre ;

OÈuvre Nationale des Invalides de guerre ;

Dotation au profit des combattants de la guerre ;

Commémoration et glorification des morts et des condamnés à mort pour la Belgique au cours de la Grande Guerre.

Le projet de loi actuel consacre de nouvelles mesures.

*
* * *

La plupart d'entre eux ont en ce moment de graves soucis au sujet de leur avenir.

Vont-ils pouvoir reprendre possession de leur emploi d'avant guerre ou bien trouveront-ils la place prise ?

S'ils postulent un emploi dans les administrations officielles, auront-ils la préférence ?

Ou bien se verront-ils, eux qui ont donné tant de gages de dévouement à la chose publique, devancés par des jeunes gens sur les épaules desquels n'ont pas pesé les charges militaires ?

*
* * *

Le Gouvernement nous a fait savoir qu'il étudie un projet de loi assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les emplois privés.

Le projet actuel n'envisage donc pas ce côté du problème.

Le projet, d'une part, assure aux mobilisés la réintégration dans les emplois publics et, d'autre part, facilite l'admission à ces mêmes emplois.

La Section centrale a cru nécessaire de renforcer les avantages octroyés aux mobilisés par le projet du Gouvernement.

(1) *Patriotisme et Endurance*. Lettre pastorale de S. E. le cardinal Mercier. Noël, 1914.

Tel est le motif qui a inspiré les amendements ci-annexés.

Il va de soi que les mesures prises en faveur de nos glorieux soldats doivent s'appliquer également aux civils qui ont posé, au cours de la guerre, des actes reconnus de dévouement civique exceptionnel, ainsi qu'aux enfants de nos martyrs, militaires et civils, qui ont consenti à la Patrie le sacrifice suprême.

Toutes les sections ont été unanimes à voter le projet, tout en faisant certaines critiques dont la Section centrale a tenu compte dans les amendements qu'elle propose.

Commentaire des amendements proposés par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier du projet du Gouvernement contient les mots : « aussitôt que possible » (alinéa 1^{er}), « dans la mesure des possibilités » (alinéa 3) et « à moins d'impossibilité » (alinéa 4).

La Section centrale estime qu'ils prêtent à l'arbitraire et propose leur suppression.

Notre attention doit se porter sur la situation des militaires ayant un examen ou un concours à subir pour poursuivre leur carrière.

Voici un agent d'une administration officielle qui rentre de l'armée. En son absence, ses collègues restés au pays ont eu de l'avancement. Le projet du Gouvernement lui impose un examen pour qu'il puisse obtenir une promotion. Ses quatre années de tranchée lui ont-elles préparé l'esprit au travail intellectuel que nécessite l'examen ? Évidemment non. La Section centrale propose qu'il puisse lui être accordé un sursis assez long pour se préparer à cet examen ou à ce concours. Il aura un délai de deux ans pour subir l'épreuve et, en cas de succès, il sera promu avec effet rétroactif au moment de sa démobilisation.

ART. 2 (nouveau).

Le projet du Gouvernement ne contient aucune disposition de nature à faciliter aux démobilisés l'accès des emplois dans les établissements placés sous le contrôle de l'État, des provinces et des communes (par exemple la Banque Nationale) et dans les entreprises concessionnaires des services publics (par exemple les sociétés de tramways).

L'article 2 (nouveau) comble cette lacune.

Il applique à ces établissements et à ces entreprises, avec, d'ailleurs,

des atténuations très considérables, les principes consacrés par le projet à l'égard des administrations de l'État, des provinces et des communes.

Quelle sera la sanction si ces établissements et entreprises ne se conforment pas à la loi. Ce pourrait être le retrait de la concession ; mais cette hypothèse n'est guère à prévoir, car la pression de l'opinion publique sera si forte qu'elle suffira à empêcher la violation du droit de préférence.

ART. 3 (ancien art. 2).

Qu'entend-on par mutilés et invalides ?

L'article 2 du projet du Gouvernement comprend seulement dans cette catégorie, ceux qui ont été blessés à l'ennemi ou ont contracté une maladie au front.

Le texte proposé par la Section centrale est plus large et s'applique notamment au soldat blessé par l'explosion accidentelle d'une caisse de grenades ou d'un dépôt d'obus, ou ayant contracté une maladie dans un centre d'instruction ou pendant une période de repos.

Le projet du Gouvernement comprenait dans la première liste, les orphelins de nos héros tués.

Voici un jeune homme de 25 ans qui n'a pas servi, mais dont le père est tombé au Champ d'honneur. Il eût été choquant de le mettre sur le même pied qu'un invalide.

C'est précisément parce que ce dernier a perdu son intégrité physique et aura plus de peine à trouver un emploi dans la vie civile que les administrations doivent l'accueillir plus facilement. Au contraire, l'orphelin, parvenu à l'âge d'homme, n'est nullement désavantagé dans la lutte pour l'existence.

La Section centrale propose de ne prendre en considération que la situation des orphelins mineurs au 1^{er} août 1914.

ART. 4 (ancien art. 3).

Aucune modification n'a été faite au texte du Gouvernement.

ART. 5 (ancien art. 4).

La Section centrale estime que les mutilés et invalides doivent participer au concours, mais que, dès qu'ils ont obtenu la quotité de points jugée satisfaisante, il faut les classer avant tous les autres.

Les candidats des listes 2 et 3 auront leur cote augmentée de 10 % et de 7 % (le Gouvernement proposait 8 % et 6 %).

ART. 6 (ancien art. 5).

Le texte du Gouvernement contenait les mots : « à égalité de titres ».

La Section centrale pense qu'ils prêtent à l'arbitraire et propose leur

suppression. Le droit de préférence doit être proclamé d'une manière formelle.

Certaines exceptions doivent cependant être admises à propos des emplois exigeant des garanties particulières de solvabilité ou de mérite exceptionnel ou spécial. Le texte du Gouvernement laissait à chaque administration intéressée le soin de déterminer quels étaient ces emplois. La conséquence eût été que l'appréciation du point de savoir si tel emploi exigeait ou non des garanties spéciales aurait varié de province à province, de commune à commune. C'eût été l'arbitraire.

La Section centrale propose que les emplois pour lesquels il est dérogé au principe de la préférence, soient énumérés par arrêté royal.

La Section centrale aurait voulu élargir le cadre de la loi et l'appliquer à d'autres charges, notamment aux fonctions de l'ordre judiciaire. Elle n'a cependant pas voulu imposer certains choix aux Ministres. Mais, d'un accord unanime, elle émet le vœu de voir le Gouvernement, dans toutes ses nominations, tant dans l'ordre administratif que judiciaire, s'inspirer avant tout du principe d'accorder la préférence aux mutilés et aux militaires.

ART. 7 (ancien art. 6).

Les amendements introduits par la Section centrale visent à une rédaction plus claire, résumant entièrement l'article présenté par le Gouvernement.

ART. 8 (nouveau).

L'article 7 du projet du Gouvernement maintenait toutes les conditions requises par les lois et règlements actuels en ce qui concerne l'aptitude physique.

Or les lois et règlements actuels écartent des emplois publics tous ceux qui ont des tares physiques.

Comme tous les invalides en ont, le texte du Gouvernement avait pour effet de les écarter tous en bloc et de détruire en réalité tous les articles précédents.

La Section centrale propose qu'un arrêté royal détermine les blessures ou infirmités compatibles avec chaque emploi : il dira, par exemple, qu'un invalide de guerre peut être huissier, bien qu'il soit borgne, manchot ou qu'il boite. C'est d'ailleurs ce qui s'est fait en France (art. 2 de la loi du 17 avril 1916).

ART. 9 (ancien art. 7).

L'alinéa 4 vise le cas de la nomination sur présentation. Le texte du Gouvernement abolissait alors le droit de préférence. Certes, obliger l'autorité qui nomme à respecter le droit de préférence équivaldrait à lui retirer le droit de nomination. Mais la Section centrale estime que l'autorité qui présente, doit être liée par la présente loi.

L'exception admise par la Section centrale au principe de la préférence n'est d'ailleurs que minime.

ART. 10 (ancien art. 8).

La Section centrale propose la suppression des mots : « traditions administratives », qui prêtent à l'arbitraire.

ART. 11 (ancien art. 9).

La Section centrale propose de faire intervenir les Comités de Reconnaissance nationale qui n'existaient pas lors du dépôt du projet. La collaboration de ces organismes, qui sont déjà constitués, accélérera l'application de la loi.

ART. 12 (nouveau).

Cet article qui ne fait que préciser les principes déjà consacrés par les articles 89 de la loi provinciale et 87 de la loi communale, prévoit une sanction pour le cas où le droit de préférence serait violé par les autorités provinciales ou communales.

*
* * *

C'est dans ces conditions que la Section centrale, à l'unanimité, vous propose, Messieurs, d'adopter le projet avec les amendements ci-annexés.

Le Rapporteur,
Marquis IMPERIALI.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Projet de loi assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

PROJET AMENDÉ

PAR

LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

Tous fonctionnaires, employés et agents des administrations de l'Etat, des provinces et des communes, des établissements placés sous le contrôle de l'Etat, des provinces et des communes, ainsi que des entreprises concessionnaires des services publics, qui auront servi honorablement dans l'armée au cours de la guerre actuelle, devront être réintégrés dans leur grade et emploi, dès qu'ils seront démobilisés.

Au point de vue des promotions et augmentations de traitement ou de salaire, leur temps de présence sous les drapeaux leur sera compté comme temps de service.

Lorsque les promotions sont subordonnées à un examen ou à un concours, ils jouiront d'un délai de deux ans pour s'y présenter, et, en cas de succès, les promotions leur seront accordées avec effet rétroactif, tant au point de vue de l'ancienneté que du traitement.

Wetsontwerp waarbij de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen worden hersteld en de toelating van verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., tot de openbare ambten en betrekkingen wordt vergemakkelijkt.

ONTWERP

DOOR DE

MIDDENAFDEELING GEWIJZIGD.

EERSTE ARTIKEL.

Al de in den huidige oorlog bij het leger eervol gediend hebbende ambtenaren, bedienden en aangestelden van de besturen van den Staat, van de provinciën en de gemeenten, van de onder Staats-, provincie- en gemeentetoezicht staande instellingen, alsmede van de ondernemingen, concessiehouders van de openbare diensten moeten in hunnen graad en hunne betrekking hersteld worden, zoodra zij gedemobiliseerd zijn.

Wat aangaat de bevorderingen en de wedde- of loonsverhoogen, wordt hun de duur van hunne aanwezigheid onder de wapens als dienstdaag aangerekend.

Indien de bevorderingen afhankelijk zijn gesteld van een examen of van een vergelijkend examen, dan hebben zij twee jaar tijd om zich daarvoor aan te bieden en, zijn zij daarin geslaagd, dan worden de bevorderingen hun verleend met terugwerkende kracht, zoo voor de jaren dienst als voor de wedde.

Il n'est pas dérogé aux conditions de concours ou d'examen qui seront requises pour *les promotions ultérieures*.

Si la capacité de travail de certains est diminuée par la mutilation ou la maladie, et ne leur permet plus de remplir normalement leurs anciennes fonctions, d'autres situations, en rapport avec leurs aptitudes actuelles, leur seront offertes.

Si l'organisation intérieure de l'administration, de l'établissement ou de l'entreprise a subi de telles modifications qu'il serait impossible de donner à chacun l'emploi qu'il occupait avant la guerre, des situations analogues ou équivalentes seront offertes aux intéressés.

ART. 2 (nouveau).

En ce qui concerne les établissements placés sous le contrôle de l'État, des provinces et des communes et les entreprises concessionnaires des services publics, les articles 3, 5, 6, 7, 8, 9 (alinéas 1 et 2), 10 et 11 de la présente loi s'appliquent à la moitié des fonctions et emplois qui sont à conférer et auxquels est attaché un traitement inférieur à 5,000 francs.

ART. 3 (ancien art. 2).

Pour l'admission aux fonctions et emplois dans les administrations et établissements de l'État, des provinces et des communes, les candidats seront répartis en quatre listes.

La première liste comprendra :

Les militaires mutilés et invalides de la guerre qui ont droit à une pension en raison de blessures, infirmités ou mala-

Van de voorwaarden van vergelijkend examen of van examen, welke voor de latere bevorderingen zijn vereischt, wordt niet afgeweken.

Is de werkkraacht van sommigen verminderd door vermindering of ziekte, en laat ze hun niet meer toe hunne vroegere bediening normaal te vervullen, dan worden hun andere posten, in verband met hunne huidige geschiktheid, aangeboden.

Is de huishoudelijke regeling van het bestuur, van de instelling of de onderneming zoodanig gewijzigd dat het onmogelijk mocht zijn aan ieder de vóór den oorlog door hem bekleede betrekking te begeben, dan worden overeenkomstige of gelijkwaardige posten aan de belanghebbenden aangeboden.

ART. 2 (nieuw).

Wat aangaat de instellingen staande onder toezicht van Staat, provincie en gemeente, alsmede de ondernemingen, concessiehouders van de openbare diensten, gelden de artikelen 3, 5, 6, 7, 8, 9 (lid 1 en lid 2), 10 en 11 dezer wet voor de helft der te begeben ambten en betrekkingen, waarvoor eene wedde beneden 5,000 frank is toegekend.

ART. 3 (vroeger art. 2).

Voor de toelating tot de ambten en betrekkingen bij de besturen en instellingen van den Staat, van de provinciën en de gemeenten, worden de kandidaten in vier lijsten ingedeeld.

De eerste lijst omvat :

De oorlogsverminkte en oorlogsinvaliden, die recht hebben op een pensioen wegens verwondingen.

dies contractées ou aggravées du fait du service dans une unité combattante.

La seconde liste comprendra :

1° *Les militaires mutilés et invalides de la guerre qui ont droit à une pension en raison de blessures, infirmités ou maladies contractées ou aggravées du fait du service militaire pendant la guerre ;*

2° *Les militaires belges de tout grade qui ont combattu effectivement contre l'ennemi ;*

3° *Les Belges qui, sans être mobilisés, ont posé au cours de la guerre des actes reconnus de dévouement civique exceptionnel.*

La troisième liste comprendra :

1° *Les enfants mineurs au 1^{er} août 1914 : a) des militaires belges qui ont été tués au cours des opérations de guerre, ou qui sont morts à la suite, soit des blessures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service militaire pendant la guerre ;*

b) des Belges qui ont été fusillés par l'ennemi et de ceux qui ont été déportés et sont morts par suite des privations et des mauvais traitements qu'ils ont subis ;

c) des Belges non mobilisés qui ont été tués par suite de faits de guerre ;

2° *Les Belges qui ont été mobilisés et ne rentrent pas dans l'une des catégories précédentes ;*

3° *Les Belges non mobilisés qui ont été blessés par suite de faits de guerre.*

La quatrième liste comprendra :

Les autres candidats.

lichaamsgebreken of ziekten, tengevolge van den dienst in eene strijdende eenheid opgedaan of verergerd.

De tweede lijst omvat :

1° *De oorlogsverminkte en oorlogs-invaliden militairen, die recht hebben op een pensioen wegens verwondingen, lichaamsgebreken of ziekten, ten gevolge van den militairen dienst gedurende den oorlog opgedaan of verergerd ;*

2° *De Belgische militairen van allen graad, die werkelijk tegen den vijand gestreden hebben ;*

3° *De Belgen, die zonder gemobiliseerd te zijn, gedurende den oorlog erkende daden van bijzondere burger-toewijding hebben verricht.*

De derde lijst omvat :

1° *De op 1 Augustus 1914 minderjarige kinderen : a) van de Belgische militairen die gedurende de krijgsverrichtingen werden gedood, of die gestorven zijn tengevolge van verwondingen in den strijd bekomen ofwel van ziekten opgedaan of verergerd uit hoofde van den militairen dienst gedurende den oorlog ;*

b) van de Belgen, die door den vijand werden doodgeschoten, en van hen die werden weggevoerd en bezweken zijn tengevolge van de ontberingen en mishandelingen die zij verduurden ;

c) van de niet gemobiliseerde Belgen, die wegens oorlogsfeiten werden gedood ;

2° *De Belgen die gemobiliseerd werden en niet tot eene van de vorige soorten behooren ;*

3° *De niet gemobiliseerde Belgen die wegens oorlogsfeiten werden gewond.*

De vierde lijst omvat :

De overige kandidaten.

ART. 4 (ancien art. 3).

La présente loi ne porte aucune atteinte aux avantages établis par les règlements existants au profit des fonctionnaires, employés et agents victimes d'un accident de service, de leurs veuves ou de leurs enfants. Des arrêtés royaux détermineront sur laquelle des trois premières listes prévues par la présente loi ils seront inscrits.

Les autres rangs de priorité établis, soit par la loi du 14 décembre 1909, article 6, soit par les règlements, ne sont pas abolis, mais ils sont primés par ceux qui sont attribués par l'article 2 ci-dessus.

ART. 5 (ancien art. 4).

Dans les concours organisés pour l'admission aux emplois des administrations de l'État, des provinces et des communes, les candidats qui sont inscrits sur la première liste et qui ont obtenu la quotité de points considérée comme satisfaisante, sont classés avant tous les autres.

Les candidats des deuxième et troisième listes qui ont obtenu la quotité de points considérée comme satisfaisante, auront droit à avoir leur cote augmentée respectivement de 10 % et de 7 % des points obtenus.

Entre candidats ayant finalement la même cote, ils jouissent des droits de préférence établis par l'article 5.

ART. 6 (ancien art. 5).

Pour toutes les fonctions et emplois pour lesquels les lois et règlements n'exigent aucune condition spéciale de capacité, ou requièrent soit des diplômes

ART. 4 (vroeger art. 3).

De voordeelen, door de bestaande reglementen toegekend aan de ambtenaars, bedienden en aangestelden, slachtoffers van een dienstongeval, alsmede aan hunne weduwen of aan hunne kinderen, worden door deze wet onaangetaast gelaten. Koninklijke besluiten bepalen op welke van de eerste drie lijsten, bij deze wet voorzien, zij dienen te worden ingescheven.

De andere rangen van voorkeur, bepaald door de wet van 14 December 1909, artikel 6, of door de reglementen, worden niet opgeheven, doch komen na die, bij bovenstaand artikel 2 toegekend.

ART. 5 (vroeger art. 4).

Bij de vergelijkende examens, ingericht voor de toelating tot de betrekkingen der Staats-, provincie- en gemeentebesturen, worden de candidaten, die op de eerste lijst zijn ingeschreven en het als voldoende beschouwd getal punten hebben bekomen, *vóór al de overige candidaten gerangschikt.*

De candidaten van de tweede en van de derde lijst, die het als voldoende beschouwd getal punten hebben bekomen, hebben recht op verhooging van hun plaatscijfer onderscheidenlijk met 10 % en 7 % van de bekomen punten.

Onder candidaten met hetzelfde eindcijfer hebben zij aanspraak op de voorkeurrechten bepaald bij artikel 5.

ART. 6 (vroeger art. 5).

Voor alle ambten en betrekkingen, waarvoor de wetten en reglementen geen bijzonder vereischte van bekwaamheid stellen ofwel, hetzij diploma's of

ou certificats, soit des examens ou épreuves d'aptitudes autres que des concours, l'autorité qui procède à la nomination *donnera* la préférence, d'abord aux candidats inscrits sur la première liste, puis, à défaut de ceux-ci, aux candidats inscrits sur la seconde liste, ensuite, à défaut de ceux-ci, aux candidats inscrits sur la troisième liste; enfin, à défaut de tout candidat jouissant d'un droit de préférence en vertu de la présente loi, elle peut choisir dans la quatrième liste, sous réserve des droits de priorité reconnus par d'autres lois ou réglemens.

Toutefois, ces droits de préférence ne pourront pas être invoqués à l'égard des fonctions et emplois exigeant, par leur nature, des garanties particulières de solvabilité, de confiance, ou même de mérite exceptionnel ou spécial, qui doivent être laissés à l'appréciation souveraine de l'autorité qui nomme. *Les fonctions et emplois seront déterminés par arrêté royal.*

ART. 7 (ancien art. 6).

Les droits accordés en vertu des articles 5 et 6 de la présente loi ne s'appliquent qu'à l'entrée en fonctions.

ART. 8 (nouveau).

Un arrêté royal déterminera quelles sont les blessures ou infirmités compatibles avec chaque catégorie de fonction ou emploi public.

ART. 9 (ancien art. 7).

La présente loi ne modifie en rien les conditions requises par les lois et règle-

getuigschriften, hetzij examens of geschiktheidsproeven andere dan vergelijkende examens vereischen, zal de overheid, die tot de benoeming overgaat, de voorkeur *geven* eerst aan de op de eerste lijst ingeschreven kandidaten, dan, bij gebrek aan deze, aan de op de tweede lijst vermelde kandidaten, daarna, bij gebrek aan deze, aan de op de derde lijst voorkomende kandidaten; eindelijk, bij gebrek aan eenigen candidaat aan wien krachtens deze wet een voorrecht is toegekend, mag ze uit de vierde lijst kiezen, behoudens de rechten van voorrang, door andere wetten of reglementen erkend.

Deze rechten van voorkeur mogen echter niet ingeroepen worden ten aanzien van de ambten en betrekkingen, waarvoor, wegens hunnen aard, zijn vereischt bijzondere waarborgen van gegoedheid, vertrouwen, of zelfs van buitengewone of uitzonderlijke verdienste, welke aan de beslissende beoordeeling van de overheid, die benoemt, moeten overgelaten worden. *Deze ambten en betrekkingen worden bij koninklijk besluit bepaald.*

ART. 7 (vroeger art. 6).

De rechten, bij de artikelen 5 en 6 dezer wet verleend, zijn alleen van toepassing op de indiensttreding.

ART. 8 (nieuw).

Een koninklijk besluit bepaalt welke verwondingen of lichaamsgebreken kunnen samengaan met elke soort van openbaar ambt of openbare betrekking.

ART. 9 (vroeger art. 7).

Deze wet wijzigt in geenen deele de voorwaarden, bij de wetten en regle-

ments pour l'admission aux fonctions et emplois publics, quant aux épreuves de capacité à établir, soit par diplômes ou certificats, soit par des examens ou épreuves techniques, soit au concours, soit par un stage.

Toutefois, la limite maximum d'âge est relevée de cinq années pour les candidats inscrits sur les trois premières listes, sauf pour ceux qui reçoivent les privilèges accordés par la présente loi à raison de la mort d'un de leurs parents.

Dans les cas où la nomination se fait sur présentation, les dispositions de la présente loi relatives au droit de préférence lient l'autorité qui présente mais non celle qui nomme, et ne modifie en rien les pouvoirs d'approbation réservés par les lois à l'autorité supérieure.

ART. 10 (ancien art. 8).

Les conditions de moralité et de respectabilité exigées par les lois et les règlements sont maintenues.

Ne peuvent se prévaloir des dispositions de la présente loi :

1° Ceux qui ont encouru des condamnations pour crimes ou délits devant les tribunaux belges, sauf les cas de réhabilitation;

2° Les militaires qui, à raison de leur conduite, ont été incorporés dans le corps spécial, par mesure disciplinaire.

ART. 11 (ancien art. 9).

Les qualités requises pour être inscrit dans la première liste, dans le premier et second groupe de la liste 2, dans le groupe 1, littera a, et dans le deuxième groupe de la liste 3, seront

menten vereischt voor de toelating tot de openbare ambten en betrekkingen, wat betreft de proeven van bekwaamheid, vast te stellen hetzij door diploma's of getuigschriften, hetzij door examens of door technische proeven, hetzij door een vergelijkend examen of door eenen proeftijd.

Echter wordt de maximum-leeftijd met vijf jaar verhoogd voor de kandidaten die op de eerste drie lijsten staan, behoudens voor hen die de bij deze wet verleende voorrechten bekomen wegens het afsterven van een hunner ouders.

In de gevallen waar de benoeming wordt gedaan op voordracht, verbinden de bepalingen dezer wet betreffende het voorkeurrecht de overheid, welke de voordracht doet, doch niet die, welke benoemt, en wijzigen zij in geen een deele de bevoegdheid tot goedkeuring, door de wetten aan de hooge overheid verleend.

ART. 10 (vroeger art. 8).

De vereischten van zedelijkheid en achtbaarheid, door de wetten en reglementen gesteld, worden behouden.

Hebben op het bepaalde in deze wet geen aanspraak :

1° Zij, die door de Belgische rechtbanken werden veroordeeld wegens misdaden of wanbedrijven, behoudens de gevallen van eerherstelling ;

2° De militairen die, wegens hun gedrag, bij tuchtmaatregel in het bijzonder korps werden opgenomen.

ART. 11 (vroeger art. 9).

De vereischte hoedanigheden om te worden ingeschreven op de eerste lijst, in de eerste en tweede groep der lijst 2, in de groep 1, littera a, en in de tweede groep der lijst 3, worden vastgesteld

constatées au moyen de certificats délivrés par l'autorité militaire aux officiers, sous-officiers et soldats.

Les qualités requises pour être rangé dans les autres catégories seront constatées par les *Comités de Reconnaissance nationale de chaque province* qui dresseront les listes des personnes appelées à bénéficier de la présente loi. Les intéressés auront un droit d'appel de la décision prise à leur égard devant le *Comité de Reconnaissance Nationale central de Bruxelles*.

ART. 12 (nouveau).

Le Roi peut, par un arrêté motivé, annuler dans les trois mois les nominations faites par les autorités provinciales et communales en violation des dispositions de la présente loi.

door middel van getuigschriften, door de militaire overheid aan de officieren, onderofficieren en soldaten afgeleverd.

De vereischte hoedanigheden om bij de overige soorten te worden gerangschikt worden vastgesteld door de *Comiteiten van Nationale Erkentelijkheid* in elke provincie; deze maken de lijsten op van de personen, die op de voordeelen dezer wet aanspraak hebben. De belanghebbenden zijn gerechtigd om bij het *Hoofdcomiteit van Nationale Erkentelijkheid te Brussel* in beroep te komen van de beslissing die omtrent hunnen persoon werd genomen.

ART. 12 (nieuw).

De Koning kan binnen drie maanden, bij een met redenen omkleed besluit, de benoemingen, door de provincie- en gemeenteverhuden gedaan in strijd met de bepalingen dezer wet, nietig verklaren.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

Wetsontwerp waarbij de gemobiliseerde Belgen in de openbaren ambten en betrekkingen worden hersteld en de toelating van verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz. tot de openbare ambten en betrekkingen wordt vergemakkelijkt ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER **IMPERIALI**.

MIJNE HEEREN,

Wij hebben gedurende vier jaren onder de verfoeilijkste onderdrukking geleefd. Wij waren er mee bedreigd, voor immer tot slavernij gebracht te worden. Thans is de vijand overwonnen; onze ketens zijn gebroken en wij ademen vrij.

Wie heeft dat mirakel volbracht, wie heeft ons gered, wie deed ons de onafhankelijkheid wedervinden, die ons kostbaarder is dan het leven?

Allen zijt ge reeds mijn gedachte vooruitgelopen en als antwoord komt op uwe lippen een woord, dat al onze glorie samenvat : **Onze Soldaten!**

Reeds op het einde van 1914 schreef een onzer meest beroemde en vereerde landgenooten :

- « ... Onze soldaten zijn onze redders... De eerste plicht van elken goeden
- » Belgischen burger is op dit oogenblik de erkentelijkheid jegens ons leger.
- » Had een man u uit een schipbreuk of een brand gered, dan zoudt ge u
- » jegens hem gebonden achten door een eeuwige schuld van dankbaarheid.
- » Het is niet een man, het zijn twee honderd vijftig duizend mannen
- » die voor u strijden, lijden, sneuvelen, opdat gij vrij zoudt blijven, opdat

(1) Wetsontwerp, n° 136.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer **MECHELYNCK**, bestond uit de heeren **IMPERIALI**, **CRICK**, **GOLENVEAUX**, **BRIFAUT**, **PIRMEZ** en **BOLOGNE**.

- » België zijne onafhankelijkheid, zijn vorstenhuis, zijne politieke eenheid
 » behoude en opdat het, na de wisselende kansen op de slagvelden, opsta
 » edeler, fierder, reiner en roemrijker dan ooit » (1).

Wanneer wij nit onze gevangen steden in de verte het kanon van den IJzer brommen hoorden, wat sloegen onze harten dan onze dapperen tegen! Wij vervloekten dien muur van ijzer en vuur, die ons van hen scheidde. Wij wenschten naast hen te zijn om hun lijden te deelen, hun ellende te leuigen, hun wonden te verbinden, hun onze erkentelijkheid te vertolken, niet door woorden, maar door daden.

Onze helden, aan wie wij alles verschuldigd zijn, zijn teruggekeerd. Zij zijn daar, voor ons.

De Natie, wij allen, hebben tegenover hen een heilige schuld aangegaan.

Onze gevoelens van dankbaarheid moeten ons aanzetten, ze ruimschoots, zonder verwijl eer te bewijzen.

Talrijk reeds zijn de wetten, die de Kamer daartoe heeft aangenomen :

Nationaal Werk voor de Oorlogsweezen;

Nationaal Werk voor de Oorlogsinvaliden;

Begiftiging ten voordeele der strijders van den oorlog;

Herdenking en verheerlijking van de voor België gestorvenen en ter dood veroordeelden tijdens den Grooten Oorlog.

Door het huidig wetsontwerp worden nieuwe maatregelen getroffen.

*
* *

De meesten onder hen zijn op dit oogenblik zeer bekommerd aangaande hun toekomst.

Zullen zij hunne betrekking van vóór den oorlog weer mogen waarnemen of zullen zij hun plaats door anderen bezet vinden?

Zullen zij den voorrang hebben, wanneer zij in de officieele besturen eene betrekking aanvragen?

Of zullen zij, die het land zooveel blijken van toewijding gegeven hebben, voorbijgestreefd worden door jonge lieden, op wier schouders de militaire lasten niet gewogen hebben?

*
* *

De Regeering liet ons weten dat zij zich thans bezighoudt met het voorbereiden van een wetsontwerp, waarbij de gemobiliseerde Belgen in de private betrekkingen worden hersteld.

Het huidig ontwerp laat dus die zijde van het vraagstuk onverlet.

Het ontwerp verzekert, eenerzijds, het herstel van de gemobiliseerden in de openbare betrekkingen en vergemakkelijkt, anderzijds, de toelating tot diezelfde betrekkingen.

(1) *Patriotisme et Endurance*. Herderlijke brief van Z. E. den Cardinaal Mercier. Kerstmis, 1914.

De Middenafdeeling achtte het noodig, de voordeelen, door het ontwerp der Regeering aan de gemobiliseerden verleend, te versterken.

Van die gedachte gaan de hierbijgevoegde amendementen uit.

Het spreekt vanzelf dat de maatregelen, ten bate van onze roemvolle soldaten getroffen, ook moeten toegepast worden op de burgerpersonen die, in den loop van den oorlog, erkende daden van bijzondere burgertoewijding verricht hebben, alsmede op de kinderen van onze martelaars, militairen en burgers, die het Vaderland het hoogste offer brachten.

Al de Afdeelingen waren het eens om het ontwerp aan te nemen, ofschoon zij sommige bezwaren aanvoerden, waarmee de Middenafdeeling, in de door haar voorgestelde wijzigingen, rekening heeft gehouden.

Verklaring van de amendementen door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste artikel van het Regeeringsontwerp behelst de woorden : « zoo spoedig mogelijk » (1^e lid), « in de mate van het mogelijke » (3^e lid) en « behoudens onmogelijkheid » (4^e lid).

De Middenafdeeling acht dat zij tot willekeur aanleiding geven en stelt voor, ze te doen wegvallen.

Onze aandacht dient te worden gevestigd op den toestand der militairen die zich, om hunne loopbaan te kunnen voortzetten, aan een examen of vergelijkend examen moeten onderwerpen.

Nemen wij een beambte van een officieel bestuur die uit het leger terugkeert. Gedurende zijne afwezigheid werden zijne in het land gebleven ambtgenooten bevorderd. Het ontwerp van de Regeering legt hem een examen op, zoodra hij eene bevordering wil bekomen. Hebben zijne vier jaren loopgravendienst zijnen geest geschikt gemaakt voor het verstandelijk werk, dat door het examen wordt vereischt? Volstrekt niet! De Middenafdeeling stelt voor, hem een redelijk lang uitstel te verleenen om zich tot dit examen of tot dit vergelijkend examen voor te bereiden. Hem zal een termijn van twee jaren worden verleend om de proef te onderstaan en, zoo hij daarin slaagt, wordt hij bevorderd met terugwerkende kracht op den datum zijner demobilisatie.

ART. 2 (nieuw).

In het wetsontwerp komt geene bepaling voor, waarbij vergemakkelijkt wordt de toelating van de gedemobiliseerden tot de betrekkingen in de instellingen staande onder toezicht van Staat, provincie en gemeente (b. v. de Nationale Bank) en in de ondernemingen concessiehouders van de openbare diensten (b. v. de trammaatschappijen).

Artikel 2 (nieuw) vult deze leemte aan.

Op deze instellingen en ondernemingen past het, overigens met zeer aanzienlijke verzachtingen, de beginselen toe, welke het ontwerp huldigt ten aanzien van de besturen van den Staat, de Provinciën en de gemeenten.

Welke bekrachtiging zal men toepassen, bijaldien deze instellingen en ondernemingen zich niet aan de wet gedragen? Men zou hun de concessie kunnen ontnemen; doch dit geval is niet te voorzien, want de druk van de openbare meening zal zich zoozeer doen gevoelen dat hij zal volstaan om de schending van het voorkeurrecht te voorkomen.

ART. 3 (vroeger art. 2).

Wat verstaat men door verminkten en invaliden?

Krachtens artikel 2 van het wetsontwerp worden daaronder begrepen alleen zij, die in den strijd werden gewond of aan het front eene ziekte hebben opgedaan.

De tekst, door de Middenafdeeling voorgesteld, is ruimer en van toepassing, namelijk, op den soldaat die gewond werd door de toevallige ontploffing van eene kist granaten of van eene opslagplaats van bommen, of die in een opleidingsmidden of tijdens een rusttijd eene ziekte heeft opgedaan.

Volgens het ontwerp van de Regeering behoorden de weezen van onze gesneuvelden tot de eerste lijst.

Nemen wij een jongeling van 25 jaar, die niet gediend heeft, doch wiens vader op het slagveld sneuvelde. Het zou tegen het hoofd stuiten, moest men hem op gelijken voet stellen met een invalide.

Het is juist omdat deze laatste zijne lichamelijke gaafheid heeft verloren en meer moeite zal hebben om in het burgerlijk leven eene betrekking te vinden, dat de besturen hem gemakkelijker moeten opnemen. Daarentegen, de wees, wanneer hij den mannenleeftijd heeft bereikt, staat geenszins machteloos in den strijd om het bestaan.

De Middenafdeeling stelt voor, slechts in aanmerking te nemen den toestand van de weezen die op 1 Augustus 1919 minderjarig waren.

ART. 4 (vroeger art. 3).

In den tekst van de Regeering werden geen wijzigingen gebracht.

ART. 5 (vroeger art. 4).

De Middenafdeeling is van oordeel dat de verminkten en de invaliden aan het vergelijkend examen moeten deelnemen, doch, zoodra zij een voldoende geacht aantal punten hebben bekomen, moeten zij vóór al de overigen gerangschikt worden.

Het plaatscijfer van de kandidaten der lijsten 2 en 3 zal met 10 % en met 7 % verhoogd worden (de Regeering stelde 8 % en 6 % voor).

ART. 6 (vroeger art. 5).

In den tekst van de Regeering kwamen de woorden « bij gelijkheid van titels » voor.

De Middenafdeeling is van gevoelen dat zij tot willekeur aanleiding geven en stelt voor dat zij zouden weggelaten worden. Het voorkeurrecht moet uitdrukkelijk worden bevestigd.

Echter moeten sommige uitzonderingen worden aangenomen met het oog op de betrekkingen welke bijzondere waarborgen van gegoedheid of van uitzonderlijke of bijzondere verdienste vereischen. De tekst van de Regeering liet aan elk belanghebbend bestuur de zorg over, te bepalen welke deze betrekkingen zouden zijn. Dit zou ten gevolge hebben dat de vraag, of een bepaalde betrekking wel dan niet bijzondere waarborgen vereischt, verschillend zou opgelost worden van provincie tot provincie, van gemeente tot gemeente. Dit ware willekeur.

De Middenafdeeling stelt voor, dat de betrekkingen, waarvoor wordt afgeweken van het beginsel der voorkeur, bij koninklijk besluit worden aangegeven.

De Middenafdeeling wenschte den omvang der wêt hebben te verruimen en ze toe te passen op andere ambten, namelijk op de ambten der rechterlijke orde. Zij wilde echter zekere keuzen niet aan de Ministers opdringen. Doch eenparig uit zij den wensch, dat de Regeering, in al hare benoemingen, zoowel in het bestuur als bij de rechtbanken, zich vooral late geleiden door het beginsel, dat aan de verminkten en de militairen de voorkeur dient te worden gegeven.

ART. 7 (vroeger art. 6).

De door de Middenafdeeling ingevoegde amendementen hebben ten doel, den tekst, waardoor het artikel der Regeering volledig wordt samengevat, duidelijker te maken.

ART. 8 (nieuw).

Door artikel 7 van het Regeeringsontwerp worden al de vereischten, door de bestaande wetten en reglementen gesteld aangaande de lichamelijke geschiktheid, behouden.

Nu, de bestaande wetten en reglementen ontzeggen de openbare ambten aan alwie lichaamsgebreken heeft.

Daar al de invaliden lichaamsgebreken hebben, had de tekst van de Regeering ten gevolge dat ze allen te zamen werden afgewezen en dat werkelijk al de voorgaande artikelen van geener waarde werden.

De Middenafdeeling stelt voor, dat bij koninklijk besluit worde bepaald welke verwondingen of lichaamsgebreken met elk ambt kunnen samengaan : het zal, b. v., zeggen dat een oorlogsinvalide, hoewel éénoogig, éénarmig of

kreupel zijnde, kan duurwaarder zijn. Dat werd overigens in Frankrijk reeds toegepast (artikel 2 der wet van 17 April 1916).

ART. 9 (vroeger art. 7).

Lid 4 bedoelt het geval van benoeming op voordracht. Door den tekst van de Regearing werd alsdan het voorkeurrecht opgeheven. Voorzeker, moest men de overheid, die de benoemingen doet, verplichten het voorkeurrecht te eerbiedigen, dan zou men haar het recht van benoeming werkelijk ontnemen. Doch de Middenafdeeling is van oordeel, dat de overheid, welke de voordracht doet, door deze wet moet gebonden zijn.

Overigens, de uitzondering, door de Middenafdeeling aangenomen betreffende het beginsel van de voorkeur, is slechts gering.

ART. 10 (vroeger art. 8).

De Middenafdeeling stelt voor, de woorden : « bestuurlijke overleveringen », welke tot willekeur aanleiding geven, weg te laten.

ART. 11 (vroeger art. 9).

De Middenafdeeling stelt voor, de Comiteiten van Nationale Erkentelijkheid, welke bij het indienen van het wetsontwerp niet bestonden, te doen tussehenbeide komen. De medewerking dezer reeds tot stand gebrachte instellingen zal de toepassing der wet nog bespoedigen.

ART. 12 (nieuw).

Dit artikel, dat slechts de beginselen, bij de artikelen 89 der provinciale wet en 87 der gemeentewet gehuldigd, nader bepaalt, voorziet eene bekrachtiging voor het geval dat het voorkeurrecht door de provincie- of de gemeenteoverheid zou geschonden worden.

*
* *

Onder deze voorwaarden stelt de Middenafdeeling u eenparig voor, het ontwerp met de bijgaande amendementen aan te nemen.

De Verslaggever,
Markies IMPERIALI.

De Voorzitter.
A. MECHELYNCK.

Projet de loi assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

PROJET AMENDÉ

PAR

LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

Tous fonctionnaires, employés et agents des administrations de l'Etat, des provinces et des communes, des établissements placés sous le contrôle de l'Etat, des provinces et des communes, ainsi que des entreprises concessionnaires des services publics, qui auront servi honorablement dans l'armée au cours de la guerre actuelle, devront être réintégrés dans leur grade et emploi, dès qu'ils seront démobilisés.

Au point de vue des promotions et augmentations de traitement ou de salaire, leur temps de présence sous les drapeaux leur sera compté comme temps de service.

Lorsque les promotions sont subordonnées à un examen ou à un concours, ils jouiront d'un délai de deux ans pour s'y présenter, et, en cas de succès, les promotions leur seront accordées avec effet rétroactif, tant au point de vue de l'ancienneté que du traitement.

Wetsontwerp waarbij de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen worden hersteld en de toelating van verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., tot de openbare ambten en betrekkingen wordt vergemakkelijkt.

ONTWERP

DOOR DE

MIDDENAFDEELING GEWIJZIGD.

EERSTE ARTIKEL.

Al de in den huidige oorlog bij het leger cervol gediend hebbende ambtenaren, bedienden en aangestelden van de besturen van den Staat, van de provinciën en de gemeenten, van de onder Staats-, provincie- en gemeentetoezicht staande instellingen, alsmede van de ondernemingen, concessiehouders van de openbare diensten moeten in hunnen graad en hunne betrekking hersteld worden, zoodra zij gedemobiliseerd zijn.

Wat aangaat de bevorderingen en de wedde- of loonsverhoogingen, wordt hun de duur van hunne aanwezigheid onder de wapens als dienstdtijd aangerekend.

Indien de bevorderingen afhankelijk zijn gesteld van een examen of van een vergelijkend examen, dan hebben zij twee jaar tijd om zich daarvoor aan te bieden en, zijn zij daarin gestaat, dan worden de bevorderingen hun verleend met terugwerkende kracht, zoo voor de jaren dienst als voor de wedde.

Il n'est pas dérogé aux conditions de concours ou d'examen qui seront requises pour *les promotions ultérieures*.

Si la capacité de travail de certains est diminuée par la mutilation ou la maladie, et ne leur permet plus de remplir normalement leurs anciennes fonctions, d'autres situations, en rapport avec leurs aptitudes actuelles, leur seront offertes.

Si l'organisation intérieure de l'administration, de l'établissement ou de l'entreprise a subi de telles modifications qu'il serait impossible de donner à chacun l'emploi qu'il occupait avant la guerre, des situations analogues ou équivalentes seront offertes aux intéressés.

ART. 2 (nouveau).

En ce qui concerne les établissements placés sous le contrôle de l'État, des provinces et des communes et les entreprises concessionnaires des services publics, les articles 3, 5, 6, 7, 8, 9 (alinéas 1 et 2), 10 et 11 de la présente loi s'appliquent à la moitié des fonctions et emplois qui sont à conférer et auxquels est attaché un traitement inférieur à 5,000 francs.

ART. 3 (ancien art. 2).

Pour l'admission aux fonctions et emplois dans les administrations et établissements de l'État, des provinces et des communes, les candidats seront répartis en quatre listes.

La première liste comprendra :

Les militaires mutilés et invalides de la guerre qui ont droit à une pension en raison de blessures, infirmités ou mala-

Van de voorwaarden van vergelijkend examen of van examen, welke voor de latere bevorderingen zijn vereischt, wordt niet afgeweken.

Is de werkkraft van sommigen verminderd door verminking of ziekte, en laat ze hun niet meer toe hunne vroegere bediening normaal te vervullen, dan worden hun andere posten, in verband met hunne huidige geschiktheid, aangeboden.

Is de huishoudelijke regeling van het bestuur, van de instelling of de onderneming zoodanig gewijzigd dat het onmogelijk mocht zijn aan ieder de vóór den oorlog door hem bekleede betrekking te begeven, dan worden overeenkomstige of gelijkwaardige posten aan de belanghebbenden aangeboden.

ART. 2 (nieuw).

Wat aangaat de instellingen staande onder toezicht van Staat, provincie en gemeente, alsmede de ondernemingen, concessiehouders van de openbare diensten, gelden de artikelen 3, 5, 6, 7, 8, 9 (lid 1 en lid 2), 10 en 11 dezer wet voor de helft der te begeven ambten en betrekkingen, waarvoor eene wedde beneden 5,000 frank is toegekend.

ART. 3 (vroeger art. 2).

Voor de toelating tot de ambten en betrekkingen bij de besturen en instellingen van den Staat, van de provinciën en de gemeenten, worden de kandidaten in vier lijsten ingedeeld.

De eerste lijst omvat :

De oorlogsverminkte en oorlogsinvalide militairen, die récht hebben op een pensioen wegens verwondingen.

dies contractées ou aggravées du fait du service dans une unité combattante.

La seconde liste comprendra :

1^o Les militaires mutilés et invalides de la guerre qui ont droit à une pension en raison de blessures, infirmités ou maladies contractées ou aggravées du fait du service militaire pendant la guerre ;

2^o Les militaires belges de tout grade qui ont combattu effectivement contre l'ennemi ;

3^o Les Belges qui, sans être mobilisés, ont posé au cours de la guerre des actes reconnus de dévouement civique exceptionnel.

La troisième liste comprendra :

1^o Les enfants mineurs au 1^{er} août 1914 : a) des militaires belges qui ont été tués au cours des opérations de guerre, ou qui sont morts à la suite, soit des blessures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service militaire pendant la guerre ;

b) des Belges qui ont été fusillés par l'ennemi et de ceux qui ont été déportés et sont morts par suite des privations et des mauvais traitements qu'ils ont subis ;

c) des Belges non mobilisés qui ont été tués par suite de faits de guerre ;

2^o Les Belges qui ont été mobilisés et ne rentrent pas dans l'une des catégories précédentes ;

3^o Les Belges non mobilisés qui ont été blessés par suite de faits de guerre.

La quatrième liste comprendra :

Les autres candidats.

lichaamsgebreken of ziekten, tengevolge van den dienst in eene strijdende eenheid opgedaan of verergerd.

De tweede lijst omvat :

1^o De oorlogsverminkte en oorlogs-invaliden militairen, die recht hebben op een pensioen wegens verwondingen, lichaamsgebreken of ziekten, ten gevolge van den militairen dienst gedurende den oorlog opgedaan of verergerd ;

2^o De Belgische militairen van allen graad, die werkelijk tegen den vijand gestreden hebben ;

3^o De Belgen, die zonder gemobiliseerd te zijn, gedurende den oorlog erkende daden van bijzondere burger-toewijding hebben verricht.

De derde lijst omvat :

1^o De op 1 Augustus 1914 minderjarige kinderen : a) van de Belgische militairen die gedurende de krijgsverrichtingen werden gedood, of die gestorven zijn tengevolge van verwondingen in den strijd bekomen ofwel van ziekten opgedaan of verergerd uit hoofde van den militairen dienst gedurende den oorlog ;

b) van de Belgen, die door den vijand werden doodgeschoten, en van hen die werden weggevoerd en bezweken zijn tengevolge van de ontberingen en mishandelingen die zij verduurden ;

c) van de niet gemobiliseerde Belgen, die wegens oorlogsfeiten werden gedood ;

2^o De Belgen die gemobiliseerd werden en niet tot eene van de vorige soorten behooren ;

3^o De niet gemobiliseerde Belgen die wegens oorlogsfeiten werden gewond.

De vierde lijst omvat :

De overige kandidaten.

ART. 4 (ancien art. 3).

La présente loi ne porte aucune atteinte aux avantages établis par les règlements existants au profit des fonctionnaires, employés et agents victimes d'un accident de service, de leurs veuves ou de leurs enfants. Des arrêtés royaux détermineront sur laquelle des trois premières listes prévues par la présente loi ils seront inscrits.

Les autres rangs de priorité établis, soit par la loi du 14 décembre 1909, article 6, soit par les règlements, ne sont pas abolis, mais ils sont primés par ceux qui sont attribués par l'article 2 ci-dessus.

ART. 5 (ancien art. 4).

Dans les concours organisés pour l'admission aux emplois des administrations de l'État, des provinces et des communes, les candidats qui sont inscrits sur la première liste et qui ont obtenu la quotité de points considérée comme satisfaisante, *sont classés avant tous les autres.*

Les candidats des deuxième et troisième listes qui ont obtenu la quotité de points considérée comme satisfaisante, auront droit à avoir leur cote augmentée respectivement de 10 % et de 7 % des points obtenus.

Entre candidats ayant finalement la même cote, ils jouissent des droits de préférence établis par l'article 5.

ART. 6 (ancien art. 5).

Pour toutes les fonctions et emplois pour lesquels les lois et règlements n'exigent aucune condition spéciale de capacité, ou requièrent soit des diplômes

ART. 4 (vroeger art. 3).

De voordeelen, door de bestaande reglementen toegekend aan de ambtenaars, bedienden en aangestelden, slachtoffers van een dienstongeval, alsmede aan hunne weduwen of aan hunne kinderen, worden door deze wet onaangetast gelaten. Koninklijke besluiten bepalen op welke van de eerste drie lijsten, bij deze wet voorzien, zij dienen te worden ingescheven.

De andere rangen van voorkeur, bepaald door de wet van 14 December 1909, artikel 6, of door de reglementen, worden niet opgeheven, doch komen na die, bij bovenstaand artikel 2 toegekend.

ART. 5 (vroeger art. 4).

Bij de vergelijkende examens ingericht voor de toelating tot de betrekkingen der Staats-, provincie- en gemeentebesturen, worden de kandidaten, die op de eerste lijst zijn ingeschreven en het als voldoende beschouwd getal punten hebben bekomen, *vóór al de overige kandidaten gerangschikt.*

De kandidaten van de tweede en van de derde lijst, die het als voldoende beschouwd getal punten hebben bekomen, hebben recht op verhooging van hun plaatscijfer onderscheidelijk met 10 % en 7 % van de bekomen punten.

Onder kandidaten met hetzelfde eindcijfer hebben zij aanspraak op de voorkeurrechten bepaald bij artikel 5.

ART. 6 (vroeger art. 5).

Voor alle ambten en betrekkingen, waarvoor de wetten en reglementen geen bijzonder vereischte van bekwaamheid stellen ofwel, hetzij diploma's of

ou certificats, soit des examens ou épreuves d'aptitudes autres que des concours, l'autorité qui procède à la nomination *donnera* la préférence, d'abord aux candidats inscrits sur la première liste, puis, à défaut de ceux-ci, aux candidats inscrits sur la seconde liste, ensuite, à défaut de ceux-ci, aux candidats inscrits sur la troisième liste; enfin, à défaut de tout candidat jouissant d'un droit de préférence en vertu de la présente loi, elle peut choisir dans la quatrième liste, sous réserve des droits de priorité reconnus par d'autres lois ou règlements.

Toutefois, ces droits de préférence ne pourront pas être invoqués à l'égard des fonctions et emplois exigeant, par leur nature, des garanties particulières de solvabilité, de confiance, ou même de mérite exceptionnel ou spécial, qui doivent être laissés à l'appréciation souveraine de l'autorité qui nomme. *Ces fonctions et emplois seront déterminés par arrêté royal.*

ART. 7 (ancien art. 6).

Les droits accordés en vertu des articles 5 et 6 de la présente loi ne s'appliquent qu'à l'entrée en fonctions.

ART. 8 (nouveau).

Un arrêté royal déterminera quelles sont les blessures ou infirmités compatibles avec chaque catégorie de fonction ou emploi public.

ART. 9 (ancien art. 7).

La présente loi ne modifie en rien les conditions requises par les lois et règle-

getuigsschriften, hetzij examens of geschiktheidsproeven andere dan vergelijkende examens vereischen, zal de overheid, die tot de benoeming overgaat, de voorkeur *geven* eerst aan de op de eerste lijst ingeschreven kandidaten, dan, bij gebrek aan deze, aan de op de tweede lijst vermelde kandidaten, daarna, bij gebrek aan deze, aan de op de derde lijst voorkomende kandidaten; eindelijk, bij gebrek aan eenigen candidaat aan wien krachtens deze wet een voorrecht is toegekend, mag ze uit de vierde lijst kiezen, behoudens de rechten van voorrang, door andere wetten of reglementen erkend.

Deze rechten van voorkeur mogen echter niet ingeroepen worden ten aanzien van de ambten en betrekkingen, waarvoor, wegens hunnen aard, zijn vereischt bijzondere waarborgen van gegoedheid, vertrouwen, of zelfs van buitengewone of uitzonderlijke verdienste, welke aan de beslissende beoordeeling van de overheid, die benoemt, moeten overgelaten worden. *Deze ambten en betrekkingen worden bij koninklijk besluit bepaald.*

ART. 7 (vroeger art. 6).

De rechten, bij de artikelen 5 en 6 dezer wet verleend, zijn alleen van toepassing op de indiensttreding.

ART. 8 (nieuw).

Een koninklijk besluit bepaalt welke verwondingen of lichaamsgebreken kunnen samengaan met elke soort van openbaar ambt of openbare betrekking.

ART. 9 (vroeger art. 7).

Deze wet wijzigt in geen deele de voorwaarden, bij de wetten en regle-

ments pour l'admission aux fonctions et emplois publics, quant aux épreuves de capacité à établir, soit par diplômes ou certificats, soit par des examens ou épreuves techniques, soit au concours, soit par un stage.

Toutefois, la limite maximum d'âge est relevée de cinq années pour les candidats inscrits sur les trois premières listes, sauf pour ceux qui reçoivent les privilèges accordés par la présente loi à raison de la mort d'un de leurs parents.

Dans les cas où la nomination se fait sur présentation, les dispositions de la présente loi relatives au droit de préférence lient l'autorité qui présente mais non celle qui nomme, et ne modifie en rien les pouvoirs d'approbation réservés par les lois à l'autorité supérieure.

ART. 10 (ancien art. 8).

Les conditions de moralité et de respectabilité exigées par les lois et les règlements sont maintenues.

Ne peuvent se prévaloir des dispositions de la présente loi :

1^o Ceux qui ont encouru des condamnations pour crimes ou délits devant les tribunaux belges, sauf les cas de réhabilitation;

2^o Les militaires qui, à raison de leur conduite, ont été incorporés dans le corps spécial, par mesure disciplinaire.

ART. 11 (ancien art. 9).

Les qualités requises pour être inscrit dans la première liste, dans le premier et second groupe de la liste 2, dans le groupe 1, littera a, et dans le deuxième groupe de la liste 3, seront

menten vereischt voor de toelating tot de openbare ambten en betrekkingen, wat betreft de proeven van bekwaamheid, vast te stellen hetzij door diploma's of getuigschriften, hetzij door examens of door technische proeven, hetzij door een vergelijkend examen of door eenen proeftijd.

Echter wordt de maximum-leeftijd met vijf jaar verhoogd voor de candidaten die op de eerste drie lijsten staan, behoudens voor hen die de bij deze wet verleende voorrechten bekomen wegens het afsterven van een hunner ouders.

In de gevallen waar de benoeming wordt gedaan op voordracht, verbinden de bepalingen dezer wet betreffende het voorkeurrecht de overheid, welke de voordracht doet, doch niet die, welke benoemt, en wijzigen zij in geenen deele de bevoegdheid tot goedkeuring, door de wetten aan de hooge overheid verleend.

ART. 10 (vroeger art. 8).

De vereischten van zedelijkheid en achtbaarheid, door de wetten en reglementen gesteld, worden behouden.

Hebben op het bepaalde in deze wet geen aanspraak :

1^o Zij, die door de Belgische rechtbanken werden veroordeeld wegens misdaden of wanbedrijven, behoudens de gevallen van eerherstelling;

2^o De militairen die, wegens hun gedrag, bij tuchtmaatregel in het bijzonder korps werden opgenomen.

ART. 11 (vroeger art. 9).

De vereischte hoedanigheden om te worden ingeschreven op de eerste lijst, in de eerste en tweede groep der lijst 2, in de groep 1, littera a, en in de tweede groep der lijst 3, worden vastgesteld

constatées au moyen de certificats délivrés par l'autorité militaire aux officiers, sous-officiers et soldats.

Les qualités requises pour être rangé dans les autres catégories seront constatées par les *Comités de Reconnaissance nationale de chaque province* qui dresseront les listes des personnes appelées à bénéficier de la présente loi. Les intéressés auront un droit d'appel de la décision prise à leur égard devant le *Comité de Reconnaissance Nationale central de Bruxelles*.

ART. 12 (nouveau).

Le Roi peut, par un arrêté motivé, annuler dans les trois mois les nominations faites par les autorités provinciales et communales en violation des dispositions de la présente loi.

door middel van getuigschriften, door de militaire overheid aan de officieren, onderofficieren en soldaten afgeleverd.

De vereischte hoedanigheden om bij de overige soorten te worden gerangschikt worden vastgesteld door de *Comiteiten van Nationale Erkentelijkheid* in elke provincie; deze maken de lijsten op van de personen, die op de voordeelen dezer wet aanspraak hebben. De belanghebbenden zijn gerechtigd om bij het *Hoofdcomiteit van Nationale Erkentelijkheid te Brussel* in beroep te komen van de beslissing die omtrent hunnen persoon werd genomen.

ART. 12 (nieuw).

De Koning kan binnen drie maanden, bij een met redenen omkleed besluit, de benoemingen, door de provincië- en gemeenteoverheden gedaan in strijd met de bepalingen dezer wet, nietig verklaren.